

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2025-5 du 13 mars 2025

En bref

Énergie

1. **Bangladesh** : Le gouvernement intérimaire prévoit de développer trente-quatre puits de gaz naturel.
2. **Bangladesh** : Le gouvernement intérimaire prévoit de rembourser ses arriérés de paiement dans le secteur de l'énergie d'ici deux mois.
3. **Inde** : Le Ministère des Mines initiera la vente aux enchères de licence d'exploration pour des blocs de minerais critiques et profonds courant mars.
4. **Inde** : 60 GW de capacité combinée d'énergie renouvelable sont en attente de connectivité au réseau électrique à cause de retards dans les projets de transmission.

Transports

5. **Inde** : L'Inde achève le dossier de projet de la toute première liaison ferroviaire entre l'Assam et Gelephu au Bhoutan.
6. **Inde** : Lancement des essais de poids lourds à hydrogène de Tata Motors en Inde.
7. **Inde** : L'Inde va lancer une locomotive électrique à moteur unique de 9 000 chevaux dédiée au fret.
8. **Inde** : le ministère indien des Ports lance l'initiative *One Nation, One Port*.

9. **Inde** : L'Inde publie les National Waterways Regulations 2025 pour renforcer le rôle du secteur privé dans le transport fluvial.

Ville

1. **Inde** : L'Inde et le Népal signent un protocole d'accord pour renforcer la coopération dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.
2. **Inde** : L'Inde approuve deux projets de transport par câble dans l'Uttarakhand dans le cadre du programme *Parvatmala Pariyojana*.

Environnement

1. **Inde** : L'Inde a accueilli le douzième forum régional 3R et Économie circulaire à Jaipur.
2. **Inde** : La septième réunion du Conseil national de la faune et de la flore aboutit à de nouvelles initiatives de conservation.
3. **Pakistan** : Le Pakistan hésite sur sa stratégie de taxation des produits pétroliers.

Numérique

1. **Bangladesh** : Starlink pourrait être fonctionnel prochainement au Bangladesh.
2. **Bangladesh** : Le gouvernement intérimaire élabore une nouvelle stratégie numérique pour 2030.
3. **Inde** : Le ministère indien de l'Électronique et des Technologies de l'Information lance AIKosha, le portail IndiaAI Compute et son programme d'accélération mondial en partenariat avec Station F et HEC.

Énergie

Bangladesh

Le gouvernement intérimaire prévoit de développer trente-quatre puits de gaz naturel

Pour faire face à la crise énergétique actuelle, le Bangladesh a décidé d'entreprendre cette année des opérations de forage, de remise en état, d'exploration et de développement sur trente-quatre puits de gaz naturel répartis dans différentes régions. L'objectif est d'ajouter environ 9,05 millions de mètres cubes par jour (m³/j) de gaz au réseau national.

La *Bangladesh Petroleum Exploration and Production Company Limited* (Bapex) sera chargée de l'exploration de cinq puits et de la remise en état de neuf autres puits. En parallèle, vingt puits feront l'objet d'une exploration et d'un développement via des appels d'offres internationaux. Le coût total de ces projets devrait dépasser 50 Mds BDT (412 M USD). Actuellement, la demande quotidienne en gaz du pays s'élève à 107,6 millions de m³/j. Petrobangla ne peut en fournir que 71 à 79 millions de m³/j, dont environ 28,32 millions de m³/j proviennent d'importations de GNL. Selon Petrobangla, le prix moyen pour le GNL importé serait de 70 BDT (0,58 USD) par million de m³ contre 4 BDT pour le gaz domestique, ce qui correspond à un prix moyen de 24 BDT (0,2 USD). Au cours de l'exercice 2024, Petrobangla a importé 83 cargaisons de GNL, dont 26 sur le marché au comptant et 57 dans le cadre de contrats à long terme avec le Qatar et Oman. Ces contrats de long terme sont en vigueur depuis 2018, tandis que les importations sur le marché au comptant ont débuté en 2020.

[En savoir plus](#)

Le gouvernement intérimaire prévoit de rembourser ses arriérés de paiement dans le secteur de l'énergie d'ici deux mois

Le gouvernement intérimaire bangladais a annoncé qu'il règlera les arriérés de paiement dus aux fournisseurs internationaux d'énergie d'ici deux mois. Selon le ministère de l'Énergie, plus de 2 Mds USD de factures impayées subsistent, dont 700 M USD à des compagnies pétrolières internationales telles que Chevron et QatarEnergy. Face à cette situation, plusieurs fournisseurs auraient menacé de suspendre l'approvisionnement en gaz local ainsi que les livraisons de GNL prévues dans le cadre de contrats à long terme. Le gouvernement a déjà entamé le remboursement des arriérés dus au groupe indien Adani, dont le solde impayé s'élèverait à 600 M USD. De son côté, Chevron, qui assure plus de la moitié de la production nationale de gaz, attend toujours le règlement de 190 M USD, soit l'équivalent de cinq mois de paiements.

En raison d'une pénurie de devises étrangères depuis 2023, le Bangladesh peine à payer les entreprises internationales pour ses achats de pétrole, de gaz et d'électricité alors que les réserves de changes nets (selon le BPM6) ont chuté jusqu'à 21,6 Mds USD à la fin de FY24, soit 4,4 mois d'importations de biens et services. Cette annonce intervient

dans un contexte de bons résultats des exportations et des transferts de fonds des expatriés qui permettent de redresser légèrement les réserves de change.

[En savoir plus](#)

Inde

Le ministère des Mines initiera les enchères de licence d'exploration pour des blocs de minerais critiques et profonds courant mars

Fin février, le ministère indien des Mines a annoncé que la première tranche de la mise aux enchères des licences d'exploration pour des blocs de minéraux critiques et profonds aura lieu en mars. En parallèle, les États d'Assam, Jammu-et-Cachemire et Kerala devraient bientôt rejoindre le régime des enchères minières, élargissant ainsi la carte des enchères de minerais en Inde à un total de dix-sept États.

Ces annonces s'inscrivent dans la logique des annonces budgétaires du 1er février 2025. Le ministère des Mines a vu son budget révisé pour l'année fiscale 2024-25 augmenter de 60 % par rapport aux prévisions initiales, se stabilisant à un montant équivalent à celui alloué pour la nouvelle période 2025-2026, soit 30,38 Mds INR (350,4 M USD). Cette révision à la hausse s'explique en partie par l'augmentation des fonds alloués aux missions d'exploration, désormais intégrées à la Mission nationale sur les minéraux critiques, approuvée le 29 janvier 2025. Au total, l'Inde devrait investir 343 Mds INR (3,96 Mds USD) dans le secteur des minéraux critiques sur une période de sept ans.

Depuis 2024, 335 blocs miniers ont été mis aux enchères notamment dans les États du Telangana, du Bihar et de l'Arunachal Pradesh pour la première fois. L'Assam a également initié le processus de mises aux enchères de blocs, et les États de Jammu-et-Cachemire ainsi que le Kerala devraient le rejoindre prochainement. A ce jour, 106 blocs ont déjà été attribués.

[En savoir plus](#)

60 GW de capacité combinée d'énergie renouvelable sont en attente de connectivité au réseau électrique à cause de retards dans les projets de transmission

Environ quarante projets de transmission, dont la mise en service s'échelonne d'ici l'année prochaine, n'ont pas encore reçu l'approbation de connectivité au réseau de la Central Transmission Utility (CTU). Ce retard pourrait affecter près de 60 GW d'énergie renouvelable, principalement produits dans les États du Gujarat et du Rajasthan.

Plusieurs développeurs ont demandé des extensions de délais en raison de l'incertitude concernant la mise en service des centrales d'énergie renouvelable connectées aux lignes de transmission. En octobre 2023, la Commission centrale de régulation de l'électricité indienne (CERC) a introduit de nouvelles règles précisant que si l'électricité ne circule pas dans les six premiers mois d'une ligne de transmission, le fournisseur de services ne recevra aucun paiement. Ainsi, d'une part, la capacité de transmission pour l'énergie renouvelable reste inutilisée, et d'autre part, les développeurs n'ont pas d'incitation à respecter les délais et risquent une pénalité financière. À cela s'ajoute l'expiration en juin 2025 de la dérogation concernant les

frais de transmission inter-étatiques (ISTS), qui permet actuellement à l'Inde de disposer de l'un des tarifs les plus bas au monde pour l'énergie renouvelable, en particulier pour l'énergie solaire. Si cette exonération n'est pas renouvelée, cela pourrait entraîner une hausse des coûts de production.

Ces 60 GW immobilisés s'ajoutent aux 40 GW de projets d'énergie renouvelable qui peinent à trouver des acheteurs, malgré les appels d'offres lancés par les agences gouvernementales indiennes.

[En savoir plus](#), [En savoir plus](#)

Transports

Inde

L'Inde achève le dossier de projet de la première liaison ferroviaire entre l'Assam et Gelephu au Bhoutan

Indian Railways a achevé le dossier de projet (DPR) de la première liaison ferroviaire entre l'Inde et le Bhoutan, reliant Kokrajhar (Assam) à Gelephu (Bhoutan). Cette voie ferrée de 69,04 km, dont le coût est estimé à 35 Mds INR (401 M USD) comprendrait six gares - Balajan, Garubhasa, Runikhata, Shantipur, Dadgiri et Gelephu - ainsi qu'un vaste plan d'infrastructures, dont près de 90 ponts. L'étude du tracé a été achevée et l'approbation du DPR est en cours. Cette ligne ferroviaire devrait améliorer la connectivité régionale, en offrant au Bhoutan sa toute première liaison ferroviaire, et s'inscrit dans le cadre de la politique stratégique de l'Inde *Act East Policy* et de la *Neighbourhood First Policy*. Elle permettra également le développement de la région du Bodoland, la ligne de train ayant vocation à transporter marchandises et des passagers entre l'Inde et le Bhoutan.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#) [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Lancement des essais de poids lourds à hydrogène de Tata Motors en Inde

Le ministre indien des Transports routiers et des Autoroutes, Nitin Gadkari, et le ministre indien des Énergies nouvelles et renouvelables, Pralhad Joshi, ont inauguré les premiers essais de poids lourds à hydrogène de Tata Motors. Ces essais, d'une durée de 24 mois, s'inscrivent dans le cadre de la Mission nationale pour l'hydrogène vert (NGHM) dotée de 197,4 Mds INR (2,26 Mds USD) sur cinq ans, et plus particulièrement de son volet SIGHT (*Strategic Interventions for Green Hydrogen Transition*). Ce dernier soutient notamment les applications locales et innovantes de l'hydrogène vert à travers des projets pilotes. Tata Motors a déployé seize camions à hydrogène équipés de moteurs à combustion interne à hydrogène (H2-ICE) et de piles à combustible (H2-FCEV). Ces véhicules circuleront sur les principaux axes de fret, notamment à Mumbai, Pune, Delhi-NCR, Surat, Vadodara, Jamshedpur et Kalinganagar, afin de tester leur potentiel pour le transport longue distance.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde va lancer une locomotive électrique à moteur unique de 9 000 chevaux dédiée au fret

L'Inde s'apprête à dévoiler en avril son moteur ferroviaire le plus puissant, une locomotive de 9 000 chevaux dédiée au transport de marchandise. 89 % des composants de cette locomotive sont fabriqués en Inde. La première unité, actuellement en cours de développement à l'atelier de Dahod (Gujarat) pour Indian Railways, sera capable de transporter des charges de 4 500 à 5 000 tonnes à une vitesse de 100 km/h. L'atelier de Dahod produira des locomotives à écartement large pour Indian Railways, ainsi que des locomotives à écartement standard pour l'exportation à terme.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le ministère indien des Ports lance l'initiative *One Nation, One Port*

Le 27 février, le ministère indien des Ports, de la Navigation et des Voies navigables a présenté son programme de réformes : *One Nation, One Port* (ONOP). Cette initiative vise à uniformiser et moderniser les opérations des treize ports « majeurs » du pays afin d'améliorer leur efficacité grâce à la numérisation et de réduire les délais de traitement de 30 %. Elle prévoit également une amélioration de l'efficacité logistique en diminuant le temps d'escale (*turnaround time* TAT) des ports indiens, de 26 à 30 heures actuellement, à 18 heures.

Cette initiative d'uniformisation fait suite à une série de mesures mises en œuvre à l'échelle des ports, qui a permis de rationaliser les processus. Le port de Mundra a ainsi amélioré son TAT de 15 % et le port de JNPT de 12 % après un processus de numérisation des opérations.

Ces efforts s'accompagnent de la publication de l'indice *Sagar Ankalan*, conçu pour comparer les performances des différents ports, ainsi que l'annonce de la plateforme MAITRI (Master Application for International Trade and Regulatory Interface), qui utilise l'IA et la blockchain pour la numérisation et l'uniformisation des opérations commerciales. Par ailleurs, le Bharat Ports Global Consortium a été mis en place pour réunir IPGL (opérations), SDCL (finance) et IPRCL (développement des infrastructures). Ce consortium aura pour mission d'accélérer le développement des ports, leurs opérations et leur financement, avec l'ambition de positionner l'Inde comme un acteur clé du commerce et de la logistique internationaux.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde publie les *National Waterways Regulations 2025* pour renforcer le rôle du secteur privé dans le transport fluvial

L'*Inland Waterways Authority of India* (IWAI) a introduit les *National Waterways (Construction of Jetties/Terminals) Regulations, 2025*, afin de renforcer la participation du secteur privé dans le développement et l'exploitation des quais et terminaux le long des voies navigables indiennes. Les entités privées, publiques et les coentreprises doivent désormais obtenir un Certificat de non-objection (NoC) de l'IWAI avant de construire ou gérer des terminaux. Le règlement concerne à la fois les terminaux permanents et temporaires. Les développeurs sont responsables de la conception et de l'efficacité opérationnelle de ces terminaux.

L'IWAI met également en place un portail en ligne pour simplifier le processus de demande et améliorer la transparence des procédures. Ces nouvelles mesures s'inscrivent dans le cadre du *Jalvahak Scheme*, qui soutient le transport de marchandises par voies navigables, et interviennent à la suite d'une augmentation significative du trafic de fret fluvial, passant de 18 millions de tonnes à 133 millions de tonnes au cours de l'exercice 2023-24.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Ville

Inde

L'Inde et le Népal signent un protocole d'accord pour renforcer la coopération dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

L'Inde et le Népal ont signé un protocole d'accord (MoU) le 3 mars 2025 à New Delhi pour renforcer leur coopération dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH). L'accord a été signé par le ministre indien de l'Eau et de la Gestion des Ressources en Eau, C.R. Patil, et le ministre népalais de l'Approvisionnement en Eau, Pradeep Yadav.

Le protocole d'accord vise à améliorer l'accès à l'eau potable, à renforcer les infrastructures d'assainissement et à promouvoir une gestion durable des ressources en eau. Il comprend des dispositions pour le renforcement des capacités, avec des programmes de formation proposés par l'Inde pour les responsables népalais dans les technologies liées à l'eau et à l'assainissement. L'accord met également l'accent sur l'échange de connaissances et de technologies, notamment dans le domaine de la gestion des eaux souterraines, de la recharge artificielle et de la collecte des eaux pluviales.

Les deux pays se sont également engagés à organiser des réunions bilatérales régulières, à effectuer des visites sur le terrain et à harmoniser leurs politiques pour assurer la mise en œuvre efficace des initiatives définies dans le protocole d'accord.

[En savoir plus](#)

L'Inde approuve deux projets de transport par câble dans l'Uttarakhand dans le cadre du programme *Parvatmala Pariyojana*

Le *Cabinet Committee on Economic Affairs* (CCEA) a approuvé deux grands projets de transport par câble dans l'Uttarakhand, pour un coût total de plus de 68 Mds INR (820 M USD). Les projets ont vocation à favoriser le tourisme en facilitant l'accès des pèlerins aux sites religieux. Ils seront développés selon le modèle Design, Build, Finance, Operate, and Transfer (DBFOT), une variante du cadre de Partenariat Public-Privé (PPP).

Le premier projet de 12,4 km entre Govindghat et Hemkund Sahib (4 600 m d'altitude) est conçu pour transporter jusqu'à 11 000 passagers par jour. Le deuxième projet de

12,9 km entre Sonprayag et Kedarnath (3 600 m d'altitude) pourra transporter jusqu'à 18 000 passagers par jour.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre du *Parvatmala Pariyojana*, le programme national de développement des télécabines, surtout à vocation touristique. Ce programme prévoit le développement de plus de 250 projets (1 200 km) de transport par. Il est mis en œuvre par la *National Highway Logistics Management Limited* (NHLML), une filiale de la *National Highway Authority of India* (NHAI).

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Environnement

Inde

L'Inde a accueilli le douzième forum régional 3R et Économie Circulaire à Jaipur

Le 12e Forum régional pour l'Asie Pacifique 3R (Réduction, Réemploi, Recyclage) et Economie circulaire s'est tenu à Jaipur du 3 au 5 mars, réunissant 500 participants venus de 38 pays.

Ce forum a mis l'accent sur la gestion des déchets, l'efficacité de l'utilisation des ressources et les pratiques économiques durables. Il s'est conclu par l'adoption de la Déclaration de Jaipur, visant à promouvoir la collaboration mondiale et l'investissement dans les initiatives d'économie circulaire pour la période 2025-2034. La Déclaration de Jaipur appelle à la coopération, au transfert de technologies, aux partenariats public-privé, à l'investissement dans les projets de valorisation des déchets en énergie et à la promotion de la consommation durable pour accélérer les objectifs de l'économie circulaire. Plusieurs initiatives ont été lancées, telles que le portail SBM Waste to Wealth PMS pour améliorer le suivi des projets de gestion des déchets et un protocole d'accord entre le Council of Scientific and Industrial Research (CSIR) et le ministère du Logement et des Affaires urbaines (MoHUA) pour renforcer la collaboration scientifique dans la gestion des déchets urbains.

Au sein du pavillon indien de l'événement, l'Inde a lancé la Cities Coalition for Circularity (C-3), une alliance multinationale pour la collaboration entre villes, le partage de connaissances et les partenariats avec le secteur privé en faveur du développement urbain durable. Le programme CITIIS 2.0 financé par l'AFD, la KfW et l'Union Européenne a été signé lors de l'évènement. Dans ce cadre, 18 villes seront accompagnées dans leurs projets de gestion efficace des déchets pour un montant de 18 Mds INR (210 M USD).

Le ministre indien de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique, Bhupender Yadav, a également annoncé la candidature de l'Inde pour accueillir le Forum mondial de l'économie circulaire (WCEF) en 2026.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

La septième réunion du Conseil national de la faune et de la flore aboutit à de nouvelles initiatives de conservation

Le 3 mars 2025, le Premier ministre indien Narendra Modi a présidé la 7e réunion du *National Board for Wildlife* au parc national de Gir, dans le Gujarat. Cet événement a permis de dresser un bilan des populations d'espèces protégées avec la publication du premier rapport sur les dauphins fluviaux, de lancer la 16e estimation de la population des lions d'Asie et d'annoncer l'extension des programmes de réintroduction des guépards dans de nouvelles régions.

Le Premier ministre a annoncé la création du Centre national de référence pour la faune sauvage à Junagadh (Gujarat) et d'un centre d'excellence à Coimbatore (Tamil Nadu) pour la gestion des conflits homme – faune sauvage. Il a également mis l'accent sur des projets destinés à améliorer la mobilité du personnel forestier (mise à disposition de motos), et sur l'importance des nouvelles technologies et du développement de l'écotourisme dans la préservation de la biodiversité.

[En savoir plus](#)

Pakistan

Le Pakistan hésite sur sa stratégie de taxation des produits pétroliers

Dans le cadre des discussions avec le FMI pour la mise en œuvre de la Facilité pour la résilience et la durabilité [Resilience and Sustainability Facility (RSF)], le gouvernement pakistanais a indiqué qu'il se préparait à mettre en place une taxe carbone sur les carburants automobile pouvant aller jusqu'à 10% du prix final de l'essence et du gazole dans le cadre de la loi de finance en préparation pour l'année 2025/2026 qui sera votée en juin prochain. En revanche, le Premier ministre n'a pas été clair sur l'imposition d'une taxe carbone pour réduire les émissions des centrales électriques à gaz, au charbon et au fioul. Le Premier ministre et le vice-premier ministre ont reporté les réunions avec le FMI sur ce sujet. Il semblerait que le gouvernement n'ait pas mesuré à ce stade l'impact économique de la taxe-carbone sur les centrales électriques. En l'absence de décision prochaine sur ce sujet, cette hésitation gouvernementale pourrait entraîner un retard de la mise en œuvre de la Facilité pour la résilience et la durabilité du FMI.

Numérique

Bangladesh

Starlink pourrait prochainement être fonctionnel au Bangladesh

Le 19 février, le conseiller en chef, Pr. Yunus, a adressé une lettre à Elon Musk l'invitant à lancer le service Internet par satellite Starlink au Bangladesh dans un délai de trois mois. Depuis, plusieurs entreprises bangladaises ont conclu des partenariats avec Starlink pour faciliter l'installation de stations terrestres dans le pays, comprenant l'attribution d'espaces, le soutien à la construction des infrastructures et leur maintenance. Dans cette optique, une équipe du fournisseur américain a visité le Bangladesh lors de la semaine du 3 mars afin d'identifier plusieurs sites d'intérêt.

L'initiative gouvernementale vise à assurer un accès fiable et haut débit à Internet, en particulier dans les régions reculées du nord et les zones côtières, tout en garantissant

une connectivité stable, à l'abri des coupures d'électricité et des catastrophes naturelles.

[En savoir plus](#)

Le gouvernement intérimaire élabore une nouvelle stratégie numérique pour 2030

Le gouvernement intérimaire élabore une nouvelle stratégie numérique, la « *National Digital Transformation Strategy* », qui vise à faire du Bangladesh « une économie entièrement numérique avec une gouvernance intelligente » d'ici 2030. Cette feuille de route prévoit d'ici 2030 : (i) 7 à 8 millions de professionnels dans le domaine du numérique ; (ii) 5 Mds USD d'exportations par an dans ce même domaine et ; (iii) une augmentation du financement des start-ups et des partenariats internationaux. L'objectif est de faire du Bangladesh un hub de l'IA en Asie du Sud.

La stratégie prévoit également la digitalisation de 800 services gouvernementaux sur une plateforme unifiée, et l'intégration de l'IA dans l'ensemble des infrastructures numériques publiques. Le gouvernement souhaite faire entrer le Bangladesh dans les quinze premiers pays du classement *E-Government Development Index* (EGDI) de l'ONU. D'ici la fin de l'année, le Bangladesh prévoit de lancer une architecture nationale du numérique (*Bangladesh National Digital Architecture*) pour améliorer l'interopérabilité des données entre les agences gouvernementales et de créer une plateforme nationale d'échange des données (*National Data Exchange*) intégrant l'identité des citoyens, leurs données statistiques et leurs données financières et fiscales. Pour cela, un renforcement des mesures de cybersécurité et de protection des données des citoyens est prévu.

Une taskforce nationale devrait être chargée de superviser la mise en œuvre de la stratégie. Elle réunira le ministère des télécommunications, le bureau du Conseiller en chef, et les partenaires de développement.

[En savoir plus](#)

Inde

Le ministère indien de l'Électronique et des Technologies de l'Information lance AIKosha, le portail IndiaAI Compute et son programme d'accélération mondial en partenariat avec Station F et HEC

Le ministère indien de l'Électronique et des Technologies de l'Information (MeitY) a lancé plusieurs initiatives majeures dans le domaine de l'intelligence artificielle dans le cadre de sa Mission IndiaAI. Lancée en 2024, cette mission repose sur un modèle de partenariat public-privé et a pour objectif de déployer plus de 10 000 unités de traitement graphique (GPU), d'établir des installations de supercalculs dédiées à l'intelligence artificielle (IA) et de promouvoir des pratiques éthiques en matière d'IA. Ces efforts visent à rendre l'IA plus accessible, stimuler l'innovation et positionner l'Inde comme un leader mondial en recherche et développement dans ce domaine.

Parmi les initiatives lancées, la plateforme sécurisée AIKosha propose plus de 300 ensembles de données et 80 modèles d'IA, incluant des données du recensement de 2011, des images satellites, ainsi que des informations sur la santé et la pollution. Elle

intègre également un *sandbox* pour l'IA, un environnement sécurisé conçu pour tester des programmes en toute sécurité, accompagné d'outils et de tutoriels destinés à favoriser l'innovation.

Le portail IndiaAI Compute offre quant à lui des services de calcul, de stockage et de cloud IA à tarif réduit, destinés aux startups, PME, chercheurs et étudiants. Ce portail propose des subventions allant jusqu'à 40 % pour l'accès aux services de calcul cloud IA.

Enfin, dans le cadre de son programme d'accélération mondial IndiaAI Startups, le MeitY s'associe à Station F et HEC Paris pour offrir à dix startups indiennes un programme de quatre mois entièrement financé à Paris. Ce programme leur permettra de se développer sur les marchés mondiaux, bénéficier de mentorat et entrer en contact avec des investisseurs. Parallèlement, le cadre de compétence en IA et la plateforme iGOT-AI ont été mis en place pour renforcer les compétences des fonctionnaires en matière d'IA grâce à un apprentissage personnalisé. De plus, le Centre d'Innovation IndiaAI (IAIC) soutiendra le développement de modèles d'IA fondamentaux indiens, y compris les grands modèles linguistiques (LLM).

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>